

ARRETE N° 36 /MME/CAB/DGMG/2015

portant renouvellement du permis d'exploitation de matériaux de construction (gneiss)  
accordé à la société ALMACAR TOGO à Agoudja-Badja, préfecture de l'Avé

LE MINISTRE DES MINES ET DE L'ENERGIE,

Sur proposition du Directeur général des mines et de la géologie,

Vu la loi n° 96-004 du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise;

Vu la loi n° 2003-012 du 04 octobre 2003 modifiant et complétant la loi n° 96-004 du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu la loi n° 2011-008 du 05 mai 2011 relative à la contribution des entreprises minières au développement local et régional;

Vu le décret n°2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n°2012-006/PR du 07 mars 2012 portant organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n°2015-038/PR du 05 juin 2015 portant nomination du Premier Ministre;

Vu le décret n°2015-041/PR du 28 juin 2015 portant composition du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n°012/MERF/CAB/ ANGE/DEIE/CCE du 21 mai 2012 portant délivrance du certificat de conformité environnementale du projet de concassage de gneiss sous forme de graviers à Agoudja Badja dans la préfecture de l'Avé;

Vu l'arrêté N°032/2012/MME/CAB/DGMG du 24 mai 2012 portant attribution d'un permis d'exploitation de matériaux de construction (gneiss) à la société ALMACAR TOGO, à Agoudja Badja, préfecture de l'Avé ;

Vu la demande en date du 06 juillet 2015 du Directeur général de la société ALMACAR TOGO, sollicitant le renouvellement du permis d'exploitation de matériaux de construction pour le gisement de gneiss à Agoudja Badja, préfecture de l'Avé ;

Vu le récépissé n°0505686 en date du 14 août 2015 du versement des frais d'instruction, des droits fixes et des redevances superficielles,

A R R E T E :

**Article 1<sup>er</sup>** : Le permis d'exploitation de matériaux de construction accordé par arrêté N°032/2012/MME/CAB/DGMG du 24 mai 2012 à la société ALMACAR TOGO pour le gisement de gneiss à Agoudja Badja, préfecture de l'Avé, est renouvelé.

**Article 2** : Le périmètre renouvelé a la forme d'un polygone irrégulier dont les sommets sont constitués par les points A, B, C, D, E définis par les coordonnées géographiques suivantes :

Sommets	Longitudes E	Latitudes N	Superficie
A	1° 01' 53''	6° 23' 51''	0,12 km <sup>2</sup>
B	1° 01' 56''	6° 23' 51''	
C	1° 01' 04''	6° 23' 41''	
D	1° 01' 46''	6° 23' 29''	
E	1° 01' 42''	6° 23' 31''	

**Article 3** : Les sommets du périmètre sont matérialisés sur le terrain par des bornes en maçonnerie portant les inscriptions suivantes:

AT-ABA, AT-ABB, AT-ABC, AT-ABD, AT-ABE.

La signification des inscriptions AT, AB et (A, B, C, D, E) est la suivante ;

AT : ALMACAR TOGO; AB : AGOUDJA BADJA ; (A, B, C, D, E) sommets du périmètre.

**Article 4** : Les frais d'instruction de dossier s'élèvent à trois cent cinquante mille (350.000) francs CFA et sont payés à la Direction Générale des Mines et de la Géologie avant l'instruction du dossier.

Les droits fixes s'élèvent à un million (1.000.000) de francs CFA.

Les redevances superficiaires s'élèvent à cent mille (100.000) francs CFA par kilomètre carré et par an conformément aux dispositions de l'annexe II du code minier de la République togolaise.

Les redevances minières s'élèvent à cent (100) francs CFA le mètre cube de matériaux exploité conformément aux dispositions de l'annexe III du code minier.

Ces frais, droits et redevances sont perçus par la régie des recettes de la Direction Générale des Mines et de la Géologie.

La preuve du paiement des frais, droits et redevances devra être fournie au Directeur général des Mines et de la Géologie.

**Article 5** : Le permis d'exploitation de matériaux de construction (gneiss) est renouvelé pour une durée de trois (3) ans à compter de la date de signature du présent arrêté.



Le permis peut encore être renouvelé plusieurs fois, chacune pour la même durée. La demande de renouvellement devra être présentée un (1) mois avant l'expiration de la période en cours.

Au moment des renouvellements, la société ALMACAR TOGO est tenue de payer de nouveau les frais, droits et redevances requis.

**Article 6:** La société ALMACAR TOGO devra respecter les prescriptions de l'arrêté n°012/MERF/CAB/ANGE/DEIE/CCE du 21 mai 2012 relatives à la délivrance du certificat de conformité environnementale de son projet.

**Article 7:** Le permis d'exploitation n'est ni divisible, ni amodiable, mais il peut être cessible, transmissible ou susceptible de mise en garantie avec l'accord préalable du Ministre chargé des Mines.

**Article 8:** La société ALMACAR TOGO est tenue de présenter des rapports trimestriels et annuels de ses activités au Directeur général des mines et de la géologie.

**Article 9:** La société ALMACAR TOGO est tenue de soumettre au Directeur général des mines et de la géologie ses états financiers annuels certifiés et les prévisions de redevances au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'année d'exercice aux fins d'élaboration du projet de loi de finances de l'Etat.

**Article 10:** La société ALMACAR TOGO est tenue de participer au développement local et régional. La participation consiste en une contribution financière annuelle de dix (10) millions de francs CFA. Ce fond est géré par un comité tripartite, comprenant les représentants de la Direction Générale des Mines et de la Géologie, de la société ALMACAR TOGO et des populations locales.

**Article 11:** Afin de respecter les principes de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), la société ALMACAR TOGO est annuellement tenue de faire certifier ses états financiers par un commissaire au compte ou un auditeur assermenté et de remplir les déclarations de paiements à l'administration selon les formulaires de déclaration convenus par le Comité de pilotage de l'ITIE-Togo.

Les états financiers et les déclarations de paiements à l'administration sont mis à la disposition du réconciliateur dès qu'il les demande.

**Article 12:** Au cas où l'activité principale de la société n'est pas l'extraction minière, il est fait obligation à celle-ci de tenir une comptabilité analytique pouvant permettre de déterminer de manière précise la part de sa contribution au secteur minier.

**Article 13:** Le non-respect des dispositions des articles 11 et 12 du présent arrêté peut entraîner le retrait du permis ou autorisation par décision du Ministre chargé des mines.

**Article 14:** Les infractions au code minier impliquent des sanctions conformément aux dispositions de l'article 58 dudit code.

**Article 15:** Le Ministère se réserve le droit d'annuler, à tout moment, le présent arrêté s'il constate tout acte non conforme aux prescriptions du code minier.

